



19 septembre 2019

« Pour un modèle social et environnemental européen »

Tribune publiée dans le journal *L'Opinion*

signée par François Villeroy de Galhau

Gouverneur de la Banque de France

« Au lieu d'écouter les vaines prétentions des roitelets, des sectateurs et des égoïsmes nationaux, la mission de l'Européen est au contraire de toujours insister sur ce qui lie et ce qui unit les peuples » : ces mots de Zweig écrits en 1934 disaient déjà la nécessité d'une véritable ambition européenne. Mais, hélas, rarement l'Europe nous est apparue aussi divisée.

Il y a presque 30 ans, la chute du mur de Berlin insufflait un nouvel élan à la construction européenne. Aujourd'hui en repli, sur la défensive, elle doit pourtant se faire entendre – et d'une seule voix ! – face aux menaces qu'elle rencontre. Elles sont d'abord d'ordre politique (« man-made »), avec les tensions protectionnistes nées aux États-Unis et autour du Brexit. Face au ralentissement économique mondial qu'elles provoquent, c'est d'abord aux dirigeants politiques d'agir, et rétablir la confiance qu'ils ont abîmée. Les politiques monétaires font leur devoir en maintenant des taux bas, mais elles ne peuvent en soigner la cause. Puisque l'Europe a moins de dette publique (81 % du PIB) que les États-Unis (106 %), l'arme de la relance budgétaire, notamment en Allemagne, devrait être davantage utilisée. De plus, l'euro, aujourd'hui à la deuxième place du système monétaire mondial, devrait encore gagner en importance internationale, alors que le dollar reste clé pour la puissance américaine et que la Chine œuvre à l'internationalisation du renminbi...

Public-privé. L'autre grand défi est lié aux puissances technologiques (« tech-made ») qui émergent en dehors des États... jusqu'à les égaler. Face à ces Gafa, notre retard d'investissement est important : en 2015, le stock de capital en technologies de l'information et de la communication de la zone euro représente 7,6 % du PIB contre 10,9 % aux États-Unis. Il faut jouer beaucoup plus résolument l'atout de la taille, et de notre marché unique – le plus important du monde avec 500 millions de consommateurs ! Levons les frontières implicites et la fragmentation qui demeurent. Osons une politique industrielle avec des partenariats publics-privés, comme sur l'intelligence artificielle et les batteries. Et mobilisons mieux nos ressources financières : l'Europe – et ses plus de 300 milliards par an encore disponibles – est le premier réservoir d'épargne privée du monde...

« A la logique de "réparation" des inégalités doit s'ajouter une approche préventive, afin d'augmenter l'égalité des chances pour tous »

Mais il y a plus, et mieux, que la réponse à des menaces. Au risque de la provocation, le bouleversement actuel du monde peut être la chance de l'Europe, si elle ose. Elle peut proposer un modèle social et environnemental, qui au fond la définit et répond aux attentes actuelles des citoyens du monde. La nouvelle Commission, autour d'Ursula Von der Leyen, a les moyens de cette ambition d'un « modèle européen » qui à mes yeux s'articule autour de quatre exigences.

La première est la lutte contre les inégalités. Porté par la redistribution, la protection sociale et un haut niveau de services publics, le modèle européen est moins inégalitaire. Avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, il consacre même l'organisation de relations du travail et de rapports de force économique équilibrés entre employeurs et salariés. Mais à cette logique de « réparation » des inégalités (Philippe Aghion, Gilbert Cette, Elie Cohen, *Changer de*

modèle, Odile Jacob, 2014) doit s'ajouter une approche préventive, afin d'augmenter l'égalité des chances pour tous.

La France sudiste. D'où la deuxième exigence, celle de l'autonomie personnelle par l'éducation. Offrir à chaque citoyen les mêmes opportunités de réussite, indépendamment de son origine sociale, c'est les préparer à l'économie de la connaissance et aux ruptures technologiques. Nous, Européens, avons parmi les meilleurs systèmes d'école et de formation professionnelle. En plus d'être plus performants (les compétences des élèves européens sont en moyenne supérieures à ceux des pays de l'OCDE !), nos systèmes éducatifs sont plus démocratiques, notamment grâce à des frais de scolarité plus faibles. Mais à l'évidence, en matière d'éducation, il existe un gros écart nord-sud en Europe, et la France – il faut bien le dire – est « sudiste » et inégalitaire.

« Seul un multilatéralisme efficace, focalisé sur quelques résultats concrets, distinguant l'indépendance des États et la souveraineté réelle sur des sujets clés, saura répondre aux fortes attentes des citoyens européens »

La troisième exigence cimente fortement la jeunesse européenne : notre engagement pour l'environnement et le climat. Ici aussi, l'Europe est en avance et l'Amérique de Donald Trump en retard. Tous les pays européens ont signé l'Accord de Paris de 2015, suivi en 2017 par la création, à l'initiative de la Banque de France, du Réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS). Aujourd'hui, ses près de 50 membres travaillent à une meilleure intégration par les banques et assurances des risques liés au changement climatique, et en faveur des financements verts. Une collégialité qui est, enfin, au cœur de la quatrième exigence de notre modèle européen : la refondation du multilatéralisme et de la coopération. Des mots qui ne sont plus trop à la mode actuellement... Mais face aux surenchères nationalistes, portons-les sans faiblir ! Seul un multilatéralisme efficace, focalisé sur quelques résultats concrets, distinguant l'indépendance des États et la souveraineté réelle sur des sujets clés, saura répondre aux fortes attentes des citoyens européens. Le succès de l'euro en est un bel exemple.

Bien sûr, il faut rassurer, associer et convaincre les peuples qui craignent trop souvent que plus d'intégration économique ne menace leur modèle social européen, alors qu'au contraire elle le renforcerait. Mais affirmons beaucoup plus clairement notre engagement sur ces « fondamentaux » communs. « Se fixant de grandes ambitions, l'Europe pourra faire entendre sa voix et défendre des valeurs fortes : la paix, la défense des droits de l'Homme, davantage de solidarité entre les riches et les pauvres » : ces mots de Simone Veil résument un combat qui vaut d'être mené. C'est le nôtre, et je crois surtout que c'est celui de la génération qui vient.